



**CTSD 6 septembre 2017**

**Déclaration FSU**

Madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs,

C'est avec solennité que les personnels ont pris connaissance du message vidéo posté par notre ministre à la pointe de la technologie en cette rentrée. Dans celui-ci il ne nous exprime rien moins que sa confiance ! La FSU aimerait pouvoir se réjouir de cet étalage de bons sentiments, si ceux-ci s'accompagnaient d'une réelle reconnaissance du travail et de l'engagement de tous les agent.e.s au service l'intérêt général.

Hélas, cette communication douce, enrobée de bienveillance, ne parvient pas à masquer des attaques sans précédent contre la Fonction Publique, dont certaines entraînent une dégradation notoire des conditions de la rentrée scolaire. En effet, sitôt la suppression des dispositifs PMQC actée par les CTSD de juin, le travail des équipes relégué aux oubliettes et la réorganisation des écoles en marche, ce sont les contrats aidés qui ont été mis sur la sellette dès cet été ! Et l'académie de Créteil va payer un lourd tribut à cette économie forcée ! Quid de l'accompagnement de nos élèves largement perfectible en l'état ? Quid de l'aide aux directrices et directeurs d'école qui n'ont d'autres personnels pour les aider ? De la vie scolaire dans les collèges ? De l'encadrement périscolaire ? La liste n'est pas exhaustive tant au fil des ans les missions de ces personnels se sont imposées comme autant de vrais métiers. Cette mesure inique est un véritable plan social pour des salarié.e.s parmi les plus démunie.e.s, dont la FSU a maintes fois dénoncé les conditions d'emploi et de salaire, revendiquant pour toutes et tous des emplois publics pérennes, justement rémunérés et ouvrant droit à un déroulement de carrière et à formation.

Vous vous doutez madame l'inspectrice d'académie que nous vous demanderons un bilan exhaustif et chiffré faisant l'état des lieux de nos AVS, EVS, AESH dans le département.

En guise de confiance, la FSU demande que le gouvernement cesse les cadeaux au patronat sans aucune contrepartie, plutôt que de geler nos points d'indice et d'affaiblir ainsi un pouvoir d'achat qui n'a rien de comparable à celui de certains cadres du privé, surtout lorsqu'il est agrémenté de copieuses stock-options. Pour les mêmes raisons, nous dénonçons l'augmentation de la CSG sans garantie compensatrice et la possible remise en cause du calendrier des mesures PPCR.

Quant à la bienveillance, nous aimerions que le ministre de la Fonction Publique, pardon le ministre des comptes publics réalisent qu'un grand nombre d'agent.e.s sont de par leur fonction particulièrement exposés à diverses pathologies. De fait, le retour de la journée de carence est particulièrement injuste et stigmatisante.

La communication si chère à nos gouvernants n'a pas permis non plus d'encourager l'engagement dans le métier : la crise du recrutement des enseignant.e.s se poursuit dans des académies déjà déficitaires. C'est pourquoi la FSU demande l'ouverture de la liste complémentaire et l'élargissement à d'autres académies. Néanmoins, pour la FSU seule le

pré-recrutement serait à même de pourvoir les nombreux postes perdus dans notre académie tout en permettant à nouveau à des jeunes de catégories sociales défavorisées d'accéder à nos métiers.

Cette rentrée est décidément bien morose pour tous les salarié.es ! Alors que les attaques du droit du travail, de la représentation syndicale, sont désormais ordonnancées, d'autres menaces planent sur les retraites, l'assurance chômage, la protection sociale. Et si cela ne suffisait pas à pousser au désespoir nombre de nos concitoyens, la baisse des subventions aux collectivités locales, les suppressions de postes de fonctionnaires notamment dans la Fonction Publique Territoriale contribueront encore à donner moins à ceux qui ont le moins.

Pour la FSU toutes ces attaques convergent pour installer la précarité comme un mode de vie : au nom de la liberté individuelle d'entreprendre et s'enrichir, il s'agit de déconstruire toutes les solidarités qui au sortir de la guerre ont permis de vivre, et travailler ensemble.

La FSU refuse cette logique délétère et dangereuse pour l'avenir de notre pays. C'est pourquoi, nous appelons les personnels à se mobiliser dans les semaines et mois à venir au côté des salarié.e.s du privé, contre la destruction du code du travail le 12 septembre, pour le maintien du pouvoir d'achat des retraité.e.s le 28, et en octobre contre les mesures d'austérité destinées à la Fonction Publique.